
Kaliningrad : l'angoisse de l'enclavé avant la fermeture des frontières

Description

Qu'en sera-t-il du transit de personnes et de marchandises entre la Grande Russie et Kaliningrad une fois que la Lituanie et la Pologne, membres de l'Union européenne, vont appliquer les règles de Schengen?

A mesure que l'échéance de l'élargissement de l'UE se rapproche, la Russie pose avec de plus en plus d'empressement la question du règlement de ce qu'il convient désormais d'appeler le «problème Kaliningrad»; Moscou a en effet pris depuis quelques mois l'offensive de propositions qui ne contentent pour le moment ni Bruxelles, ni Vilnius, ni Varsovie. Les contre-propositions européennes ne satisfont pas plus les Russes, alors que l'échéance se rapproche à grands pas.

La région la plus occidentale de Russie va en effet se trouver, à partir de 2004, entièrement bordée de pays membres de l'UE. La Lituanie et la Pologne prévoient d'introduire, entre janvier et juin 2003, un régime de visas à l'égard des citoyens russes, conformément aux règles de l'espace Schengen.

Cette décision va donc mettre fin au privilège accordé jusqu'ici aux 950.000 résidents de l'enclave russe qui franchissent les frontières de ces Etats limitrophes sans formalité particulière: la Lituanie exige des Kaliningradois la simple présentation d'un document d'identité, tandis que la Pologne demande celle d'un passeport. Or, la situation économique dans l'enclave est telle que de nombreux habitants de l'enclave passent quotidiennement la frontière vers la Pologne ou la Lituanie pour vendre ou acheter sur les marchés locaux (on estime à sept millions par an le nombre de passages de frontières des tchelnoki, ces Russes qui achètent des marchandises sur les marchés étrangers voisins pour les revendre ensuite sur les marchés locaux). Quelle qu'en soit la raison, business, trafics divers ou volonté de rejoindre par voie terrestre la Grande Russie, les voyages nécessiteront donc vraisemblablement bientôt l'obtention d'un visa.

Après des années de vague dialogue sur cette question, les discussions se sont intensifiées à la veille du Sommet Russie-UE du 29 mai 2002 à Moscou, lorsque le Président russe, V. Poutine, a constaté "l'absence de pas concrets du côté de la Commission européenne en vue de résoudre le problème de la région de Kaliningrad". Le Président de la Commission européenne, R. Prodi, a répondu, sur un ton jugé par Moscou typiquement bruxellois, que «l'Union européenne consacre le maximum d'énergie afin de rendre les mouvements entre Kaliningrad et les pays frontaliers les plus libres possibles». V. Poutine ne s'est pas satisfait de cette réponse et a affirmé à l'issue du Sommet que cette question permettrait de "vérifier la qualité du partenariat stratégique entre la Russie et l'UE". Et il est allé plus loin encore le 10 juin 2002, lors de la rencontre des chefs d'Etats du Conseil des Etats de la mer Baltique, à Saint-Petersbourg, en déclarant que "quoi qu'il en soit, nous ne permettrons à personne de remettre en cause la souveraineté de la Russie".

Propositions et contre-propositions

La question de la libre-circulation des personnes et des marchandises entre la Grande et la «Petite» Russie a assombri le bilan du 9e Sommet Russie-UE de mai 2002: alors que l'Union reconnaissait enfin la Russie comme une économie de marché, événement attendu de longue date, on a surtout retenu de cette rencontre le refus opposé par les Européens aux propositions russes concernant Kaliningrad.

Tandis que la Commission européenne recommandait d'introduire un système de visas pour les citoyens russes voyageant entre les deux Russies et traversant un territoire demain européen, le gouverneur de l'enclave de Kaliningrad, V. Egorov, proposait de créer une voie unique de chemin de fer et deux voies d'autoroute reliant les deux Russies via la Lituanie. Pour justifier sa proposition, il citait l'exemple de ce qui existe déjà, à savoir une voie ferrée traversant le territoire russe et permettant aux marchandises de circuler librement entre Estonie et Finlande.

Les positions des uns et des autres, entre visas et trains fermés, semblent irréconciliables, même si chacun, depuis, fait assaut de propositions plus précises, censées prouver sa bonne volonté. En réalité, chacun campe sur ses positions, otage de sa propre perception de l'histoire du XXe siècle, de son regard porté sur cette anomalie qu'est l'enclave, et de ses blocages internes.

Une histoire récente encore douloureuse

Les références à l'histoire sont fréquentes de part et d'autre au cours des discussions portant sur l'enclave. Le Président polonais, A. Kwasniewski, a évoqué, concernant la proposition russe, un retour à la situation de la Seconde Guerre mondiale, lorsque l'Allemagne hitlérienne avait commencé par demander un accès libre par la Pologne jusqu'à l'actuelle Gdansk, le fameux "corridor de Dantzig". Ce à quoi certains journalistes russes ont cru bon de répondre que la Pologne n'avait pas à s'en plaindre, puisqu'elle avait gagné, à l'issue de la guerre, les deux-tiers de l'ancien territoire de la Prusse orientale et qu'elle a maintenant peut-être des vues sur le dernier tiers! Les Litvaniens, associent l'idée de corridor aux traces de l'occupation soviétique. De façon générale, tous sont gênés par la référence historique et le problème humanitaire présenté par le transit de citoyens russes dans des wagons fermés à travers l'Europe sous contrôle lituanien ou polonais, même si certains Russes feignent de croire qu'un wagon plombé ne leur rappelle que le voyage de Lénine de Suisse jusqu'à Petrograd.

Le Président Poutine a, lui, fait référence au Mur de Berlin, reprochant aux Européens d'agir à l'égard de la Russie de façon encore pire que ne l'avaient fait les communistes avec Berlin Ouest durant la Guerre froide. Les opposants au système Schengen avancent que les membres actuels et prochains de l'UE sont en train de fermer l'Europe et de repousser la frontière de l'Elbe au Bug, ce qui n'est pas une approche dont l'Europe puisse avoir demain à se vanter.

Kaliningrad ressemble finalement à une tâche qu'on ne parvient pas à faire disparaître, souvenir bien vivant de la Guerre froide dans une Europe qui voudrait se faire croire qu'en s'élargissant, elle efface tout.

Des regards divergents sur l'enclave

Kaliningrad, ce minuscule et atypique bout de territoire à échelle russe, ne suscite pas les mêmes visions selon les partenaires envisagés. Bruxelles perçoit l'enclave comme une incarnation du crime organisé, du blanchiment d'argent, des trafics en tout genre, et notamment des migrations illégales (selon les statistiques officielles russes, le niveau de vie dans l'enclave est 1,4 fois inférieur à la moyenne russe et l'enclave détiendrait le record en Europe du taux de contamination par le virus du sida). Pour Moscou, c'est une tête de pont de son assaut pacifique vers l'Europe, parvenant à convaincre les Européens qu'elle est à elle seule le futur laboratoire des relations Russie-UE.

En fait, les Européens sont animés par le désir de ne pas créer de précédent quant au traitement accordé à un Etat tiers, surtout lorsque ce pays s'appelle la Russie, trop vaste et trop puissante pour ne pas inquiéter une UE incapable depuis une décennie de déterminer une stratégie claire et arrêtée de coopération avec elle.

Pour les Russes, les peurs vont de la dimension économique (l'introduction de visas va entraîner des dépenses, jugées particulièrement malvenues, de temps et d'argent pour les Kaliningradois) à l'aspect psychologique (la demande d'un visa par les résidents de cette enclave cernée de pays européens sera une façon quotidienne et dégradante de leur rappeler que, malgré leur position géographique, ils ne sont pas, eux, Européens). Par ailleurs, les autorités russes sont réticentes à ce que le transit des Kaliningradois par un territoire européen ne soit pas régi par elles, mais par les Européens, ce que Moscou assimile à une remise en cause de sa souveraineté.

En effet, de quel droit l'UE peut-elle restreindre la liberté de mouvement à "l'intérieur" de la Russie? Tous les organes de l'Etat russe s'insurgent contre l'introduction d'un régime de visas dans la mesure où, d'une part, il va réduire les droits constitutionnels des Russes à se déplacer librement sur tout le territoire du pays et où, d'autre part, en accordant un régime particulier aux résidents de l'enclave, il ne respectera pas l'égalité de traitement entre tous les Russes (les non-Kaliningradois devront suivre une procédure classique, plus longue et onéreuse, pour obtenir un visa permettant de pénétrer un territoire de l'UE).

Kaliningrad européenne et donc non-russe?

Les autorités russes craignent en outre que Kaliningrad, dotée d'un régime particulier, ne finisse par se sentir plus européenne que russe, et que ce sentiment n'alimente les velléités sécessionnistes de l'enclave coupée de sa mère-patrie, alors que la jeunesse de Kaliningrad voyage d'ores et déjà beaucoup plus vers l'Europe que vers la Grande Russie.

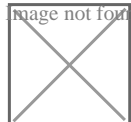
Le 15 janvier 2001, la Commission européenne a rendu public un document intitulé L'UE et Kaliningrad, dans lequel elle établit sa stratégie à l'égard de l'enclave russe. Il y est question de coopération et de croissance, mais les Russes y ont surtout vu qu'elle souhaite faire de l'enclave une sorte de "Hong-Kong européenne", formellement partie intégrante de la Russie mais, dotée d'un statut international qui permettrait à l'UE de ne pas s'y sentir tout à fait étrangère, notamment en aidant l'enclave directement, sans passer par Moscou, ce à quoi le centre russe s'oppose. Demain, l'enclave va formellement se trouver hors du territoire de l'UE bien sûr, mais dans les faits, du point de vue de l'influence du marché, elle se situera à l'intérieur de l'espace unique européen, dans la quasi-obligation de s'adapter à ses normes et règles.

Bruxelles et Moscou se trouvent à cet égard dans une situation nouvelle et unique, confrontées au premier cas d'opposition entre règles communautaires et législation russe. Un compromis a été proposé par la Russie, le 2 septembre 2002: le Président du Comité aux affaires internationales de la Douma russe, D. Rogozine, a envisagé une période transitoire avant que la Pologne et la Lituanie ne reprennent l'acquis de Schengen (selon lui, trois ou quatre ans après leur adhésion à l'UE), ce qui laisserait le temps à la Russie de s'adapter en vue de mettre en place un régime général de libre-circulation avec l'UE.

Un contrôle serait effectué au moment de l'achat de billets de train ou de bus, sur présentation d'une pièce d'identité pour les citoyens russes et européens et d'un passeport pour les ressortissants de pays tiers. Les bus et trains transitant par la Lituanie ne marqueraient pas d'arrêt entre leurs points de départ et d'arrivée. Le 18 septembre 2002, R. Prodi, a proposé d'accorder aux résidents de Kaliningrad un "document simplifié de transit" leur permettant de traverser le territoire lituanien sous certaines conditions. Une idée repoussée par Moscou, qui ne se satisfait pas de ces "substituts aux visas". Une issue bien hypothétique est espérée par les protagonistes lors du prochain Sommet Russie-UE qui doit se dérouler le 11 novembre 2002.

Par Céline BAYOU

Image not found or type unknown



[Retour en haut de page](#)

date créée

01/10/2002

Champs de Méta

Auteur-article : Céline BAYOU